

La nébuleuse anti-balaka

L'absence de l'Etat centrafricain à l'intérieur du pays a conduit ces dernières décennies les populations du Nord-Ouest à s'organiser pour assurer leur sécurité face aux coupeurs de route (appelés « Zaraguinas ») et aux groupes armés qui se disaient « rebelles ». Cette organisation des populations pour assurer la défense des communautés a été encouragée et soutenue par les pouvoirs publics sous Bozizé, afin que ces milices puissent contrer l'action de l'APRD (Armée populaire pour la Restauration de la République et de la Démocratie), l'un des groupes armés du Nord-Ouest.

« Il semblerait que certaines d'entre elles [les milices d'autodéfense, ndlr] aient été constituées expressément à l'initiative ou avec l'appui du ministère de l'Intérieur centrafricain, constate un rapport de l'ONU daté de février 2009, et que les milices et groupes d'autodéfense opérant dans le pays soient généralement appuyés par le gouvernement et armés avec le concours des autorités locales. Les FACA font aussi appel à elles pour s'attaquer aux Zaraguinas, et de plus en plus souvent à l'APRD. Dans certains villages, elles regroupent entre 10 et 15% de la population totale ». Les Nations unies expliquent alors que dans la préfecture de l'Ouham Pendé, ces groupes sont organisés de manière pyramidale, en lien avec les autorités : les dirigeants locaux des milices identifient les jeunes dignes de confiance, communiquent leurs noms au coordonnateur local, au sous-préfet et au préfet qui, eux-mêmes, tiennent informés les forces de police, les autorités judiciaires locales... et aussi le ministère de l'Intérieur et de la Défense...

La prise de contrôle de l'ouest du pays par la Seleka en 2013 et les exactions des rebelles provoquent la réactivation de ces milices d'autodéfense. À Bouar, dans l'Ouest, par exemple, un agriculteur qui se fait appeler le « général » Marcel Ndalé relance le groupe qu'il avait créé en 2006 pour lutter contre les coupeurs de route. *« Il y a des Seleka qui étaient dans le secteur de l'Ouham Pendé et dans la Nana Mambere, se souvient le « secrétaire » de Marcel Ndalé, ils ont essayé de faire des exactions. Ils ont tué des familles, ils ont pillé des maisons. Ils ont brûlé des maisons. Ils ont même pris les bœufs des familles. C'est à cause de cela que le général a essayé de relancer le comité d'autodéfense. »* Selon Marcel Ndalé, 800 personnes rejoignent assez vite en brousse le petit groupe qui veut s'opposer aux Seleka. Les effectifs montent jusqu'à un millier de villageois avec le bouche à oreille. La « résistance » s'organise d'abord avec des armes traditionnelles. Puis saisi de l'équipement sur l'ennemi.

Protections mystiques

Les groupes anti-balaka comptent parfois dans leurs rangs des combattants très jeunes. Comme ceux que RFI a pu rencontrer dans une maison d'accueil à Bangui. Des trois adolescents assis dans ce salon, celui qui prend la parole semble le plus tourmenté : *« Mon père, ma mère et mon grand-père ont été assassinés à Bossangoa. C'est ce qui m'a poussé à rejoindre le groupe des anti-balaka qui descendait sur Bangui. À Bossangoa, on m'a présenté des principes qu'il fallait respecter. On m'a demandé d'avaler deux lames de rasoir. De manger des racines d'arbres. Et de ne pas manger beaucoup d'animaux. J'ai accepté. Après, j'ai reçu mes vaccinations traditionnelles sur la colline, près de Bangui. Et c'est là que je suis devenu enfant-soldat anti-balaka. Pour moi c'est un mauvais souvenir. Parce qu'on a braqué, on a volé, on a pillé, on a tué. »*

Les accompagnateurs souhaitent qu'il n'aille pas plus loin dans le récit des violences. Mais ce jeune garçon se souvient bien du parcours initiatique qui l'a conduit là : « *On nous a appris à utiliser des armes comme les kalachnikovs, les lances-roquettes ou les grenades. Mais à un moment aussi on nous a testés sur la façon dont il fallait dévier les balles quand on nous tire dessus. Dans une colonne d'anti-balaka, c'est la personne qui est devant qui a cette responsabilité-là, de dévier les balles. On nous apprend à le faire. Pour ça, il y a une petite clé qu'on nous a donnée et qu'on a attachée ici, en haut du bras. C'est grâce à elle qu'on peut dévier les balles. Pour s'entraîner à ça, on fait un rang. Il y a une personne qui se met en face et qui tire. Et la personne qui est en tête du rang essaie de dévier. Mais ça ne marche que si on respecte les principes. Sinon on est piégé. Parfois aussi, il y a des anti-balaka qui n'ont pas respecté la décision des chefs et ils ont reçu les balles.* »

Renforts d'anciens militaires centrafricains

Très vite, aux miliciens villageois se joignent des éléments des FACA qui ont été mis en déroute par la progression de la Seleka. Le groupe d'experts des Nations unies sur la RCA, dans un rapport de 2014, dit avoir pu documenter la présence significative dans la chaîne de commandement des différents groupes anti-balaka de personnel des FACA, y compris des membres de l'ancienne garde présidentielle et de la gendarmerie. Certains figuraient encore sur les listes d'effectifs de l'armée. « *Les autorités de transition centrafricaines ont identifié 89 membres des FACA rien que dans le groupe commandé par 'Rombhot' [l'un des chefs anti-balaka, ndlr]* », expliquent les experts.

Quel rôle l'ancien président François Bozizé et son premier cercle ont-ils joué dans la mise en mouvement de cette nébuleuse ? Certains chefs anti-balaka ont des liens personnels avec Bozizé. Certains se sont battus pour « le retour à l'ordre constitutionnel », à savoir le retour au pouvoir de l'ancien président. Décrivant les premières actions attribuées aux anti-balaka en septembre 2013, les experts des Nations unies expliquent que « *des FACA et des gendarmes loyaux à l'ancien président François Bozizé recrutaient à cette période des jeunes de communautés locales de la zone Gbaya [l'ethnie du président Bozizé, ndlr]* ».

Les attaques ont d'ailleurs été revendiquées à l'époque sur RFI par Lévy Yakité, alors porte-parole de François Bozizé « *Les Forces armées centrafricaines, avait-il annoncé, après s'être résignées pendant un moment, ont pris la décision aujourd'hui de répliquer à la Seleka et de permettre le retour de François Bozizé à la tête du pays en tant que président élu par le peuple centrafricain qui a un mandat en cours. Nous avons un collectif des officiers libres des Forces armées centrafricaines qui dirige les opérations.* »

Mais François Bozizé, lui, a toujours démenti être lié aux anti-balaka « *Qu'on cesse de m'accuser par-ci, par-là, déclarait-il après que son nom soit apparu sur une liste de personnalités sanctionnables. J'ai souffert de mon renversement et voilà qu'on m'accuse, qu'on s'acharne sur moi... Qu'on me laisse tranquille ! Bozizé est un président élu au suffrage universel, démocratiquement élu. Les anti-balaka, c'est le produit de la Seleka, des exactions de la Seleka. Mais ce n'est pas le produit de Bozizé !* »

Ces démentis de l'intéressé n'ont pas suffi à convaincre les Nations unies qui ont estimé avoir assez d'éléments à son sujet pour l'inscrire sur leur liste des sanctions. Selon le comité des sanctions de l'ONU, « *Depuis le coup d'Etat du 24 mars 2013, Bozizé a apporté un appui matériel et financier à des miliciens qui s'emploient à faire dérailler la transition en cours et à le ramener au pouvoir. François Bozizé a, en liaison avec ses partisans,*

encouragé l'attaque du 5 décembre 2013 contre Bangui. (...) Depuis lors, Bozizé poursuit ses opérations de déstabilisation et s'efforce de fédérer les milices anti-balaka pour entretenir les tensions dans la capitale de la République centrafricaine. Il a tenté de réorganiser de nombreux éléments des forces armées centrafricaines qui s'étaient dispersés dans la campagne après le coup d'État. Les forces qui lui sont loyales participent désormais aux représailles menées contre la population musulmane du pays. Bozizé a demandé à ses milices de poursuivre les atrocités contre le régime actuel et les islamistes. »

Des groupes très différents

Cette implication de François Bozizé et de son premier cercle ne suffit pourtant pas à résumer l'ensemble des motivations des groupes qu'on regroupe derrière le terme d' « anti-balaka ». Selon les experts des Nations unies, « *Les anti-balaka ne sont pas un groupe armé doté d'une structure centralisée et d'un commandement qui exerce un contrôle efficace sur ses éléments. Il s'agit d'une myriade de milices diverses qui se définissent comme faisant partie du mouvement anti-balaka ou qui y sont associées par défaut.* »

Différents rapports des consultations populaires à la base menées dans le cadre du processus de réconciliation décrivent les anti-balaka comme des « patriotes », soutenus par les populations, comme des « résistants » ayant assuré leur défense et continuant à l'assurer. Pour reprendre la typologie proposée par d'anciens combattants anti-balaka de la préfecture de l'Ouham Pendé pendant les consultations populaires à la base, il faut *a priori* distinguer « Les anti-balaka patriotes », « Les anti-balaka opportunistes » et « Les anti-balaka politiques ».

Certains chefs comme Patrice Édouard Ngaissona ont tenté depuis Bangui de construire, à leur profit politique, l'image d'une structure organisée qu'ils dirigeraient. Ils ont développé l'idée qu'il existerait de « vrais » et de « faux anti-balakas » pour justifier leur incapacité à contrôler une partie des éléments sur le terrain. Ils n'ont pas réussi à convaincre : les anti-balakas sont bel et bien une nébuleuse traversée de motivations et d'ambitions contraires.

Des querelles de leadership entre Patrice Édouard Ngaissona et Sébastien Wenezoui ont divisé la mouvance, de même que des différends entre tendances sur la stratégie à adopter (poursuivre ou non la mobilisation après le départ de Djotodia). Des combats ont même opposé des groupes anti-balaka entre eux à Bangui.

Reste que ces groupes s'en sont pris aux populations musulmanes de l'Ouest avec une violence équivalente à celle qu'ils dénonçaient chez les Seleka. Et qu'on imagine mal les dizaines de milliers de musulmans qui ont fui la Centrafrique revenir dans des zones qui resteraient sous leur contrôle. C'est tout l'enjeu du processus de réconciliation en cours et de l'éventuel DDR (Désarmement, Démobilisation, Réinsertion) à venir.

